

**VU** le Code de l'Environnement et notamment :

- Le titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement),
- Le titre 1er du livre II relatif à la loi sur l'eau,

**VU** le Code Minier,

**VU** la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières, codifiée pour partie,

**VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement

**VU** la nomenclature des installations classées

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières

**VU** l'arrêté interministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977

**VU** l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2002 autorisant la S.A. THOMAS à exploiter une carrière de sables et graviers d'alluvions sur le territoire de la commune de MONTROND LES BAINS, lieu-dit «Les Petits Chambons», section B, parcelles n° 957 à 961, 1073 à 1079, 1071, 1082, 1320 et 1321, pour une superficie de 11 ha 08 a 63.

**VU** la demande en date du 3 février 2003 par laquelle Monsieur Laurent THOMAS, directeur général de la S.A. THOMAS, sollicite l'autorisation d'étendre l'exploitation de la carrière de sables et graviers d'alluvions sur le territoire de la commune de MONTROND LES BAINS, au lieu-dit «Les Petits Chambons», autorisée par l'arrêté susvisé, à l'exploitation de la parcelle cadastrée, section B, n°1080, pour une superficie de 27 a 42 ca.

**VU** les plans et renseignements joints à la demande susvisée,

**VU** le rapport de m. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône Alpes en date du 15 mai 2003,

**VU** l'avis de la commission départementale des carrières en date du 5 juin 2003,

Le demandeur consulté,

Considérant que cette extension, limitée, ne présente aucun danger ni inconvénient pour la protection des intérêts fixés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement,

**SUR proposition** de M. le Secrétaire Général de la préfecture,

## **A R R E T E**

### **Article 1 : Autorisation**

La S.A. THOMAS dont le siège social est situé « Aux Vincents » à MONTROND LES BAINS, est autorisée, sous réserve du strict respect des prescriptions de l'arrêté du 19 juillet 2002, à étendre son exploitation carrière, sur le territoire de la commune de MONTROND LES BAINS au lieu dit «Les Petits Chambons», à la parcelle B 1080, d'une superficie de 27 a 42 ca, pour une superficie, après extension de 11 ha 36 a 05 ca, dans les limites définies sur le **plan** (parcellaire) joint au présent arrêté.

NATURE DE L'ACTIVITE	VOLUME DE L'ACTIVITE	NUMERO DE LA NOMENCLATURE	A ou D
Exploitation de carrière  extension  Sable et graviers d'alluvions	Superficie extension 27 a 42 ca  Superficie totale : 11 ha 36 a 05 ca  Rythme d'exploitation moyen : 120 000 t/an  Maximum : 140 000 t/an	2510.1	A

L'autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté du 19 juillet 2002.

### **Article 2 :**

Le tableau donnant la liste des parcelles autorisées à exploiter figurant à l'**article 2** de l'arrêté du 19 juillet 2002 et modifié ainsi qu'il suit :

Les parcelles concernées, situées **section B**, sont les suivantes :

.../...

N° de parcelle	Superficie	Occupation du sol
957	4 790 m <sup>2</sup>	Ancienne carrière
958	1 500 m <sup>2</sup>	-
959	2 480 m <sup>2</sup>	Culture
960	2 815 m <sup>2</sup>	-
961	4 300 m <sup>2</sup>	-
1073	4 910 m <sup>2</sup>	Prairie
1074	2 670 m <sup>2</sup>	Friche
1075	19 960 m <sup>2</sup>	Cultures
1076	10 020 m <sup>2</sup>	-
1077	6 270 m <sup>2</sup>	Cultures
1078	4 113 m <sup>2</sup>	-
1079	1 625 m <sup>2</sup>	-
1080	27 42 m <sup>2</sup>	-
1081	15 355 m <sup>2</sup>	-
1082	4 090 m <sup>2</sup>	-
1320	12 530 m <sup>2</sup>	-
1321	13 435 m <sup>2</sup>	
<b>TOTAL</b>	<b>113 605 m<sup>2</sup></b>	

### **Article 3 : Plans**

Les plans ci-après : plan parcellaire, plan de phasage, plans relatifs aux garanties financières et le plan de remise en état, se substituent aux plans ayant le même objet annexés à l'arrêté du 19 juillet 2002.

### **Article 4 : Patrimoine archéologique**

Conformément à la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 et aux décrets n°2002-89 et 2002-90 du 16 janvier 2002 pris pour son application, **un diagnostic archéologique pourra être effectué** par l'Institut National de Recherche Archéologique Préventive avant le début de l'exploitation sur prescription du préfet de région afin de délimiter l'étendue des vestiges éventuellement présents et de lever l'hypothèque archéologique sur la parcelle de terrain B 1080 et les deux bandes de terrain (largeur 10 m) de part et d'autre de cette parcelle.

### **Article 5 : Garanties Financières**

Le premier alinéa de l'**ANNEXE relative aux garanties financières** de l'arrêté du 19 juillet 2002 est modifié ainsi qu'il suit :

1. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière, à chacun des termes des périodes quinquennales est :

- au terme de cinq ans (2007) de 115 603 €,
- au terme de dix ans (2012) de 79 762 €.

## **Article 6 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de LYON :

- Pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente a été notifiée.
- Pour les tiers, le délai de recours est de six mois. Ce délai commence à courir le jour de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation mentionnée à l'article 6.6. ci-dessus.

## **Article 7 : Publication**

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affichée à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la préfecture de la Loire (3ème direction / 4ème bureau) le texte des prescriptions; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. le Maire de MONTROND LES BAINS.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

## **Article 8 :**

M. le Sous-Préfet de Montbrison, M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, M. le Maire de MONTROND LES BAINS sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Etienne, le 8 août 2003

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Jean-Luc MARX

**Ampliation adressée à :**

- Monsieur le Directeur  
S.A. THOMAS  
"Aux Vincents"  
42210 MONTROND LES BAINS
- M. le Sous-Préfet de MONTBRISON,
- M. le Maire de MONTROND LES BAINS,
- M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées,
- Archives,
- Chrono.